

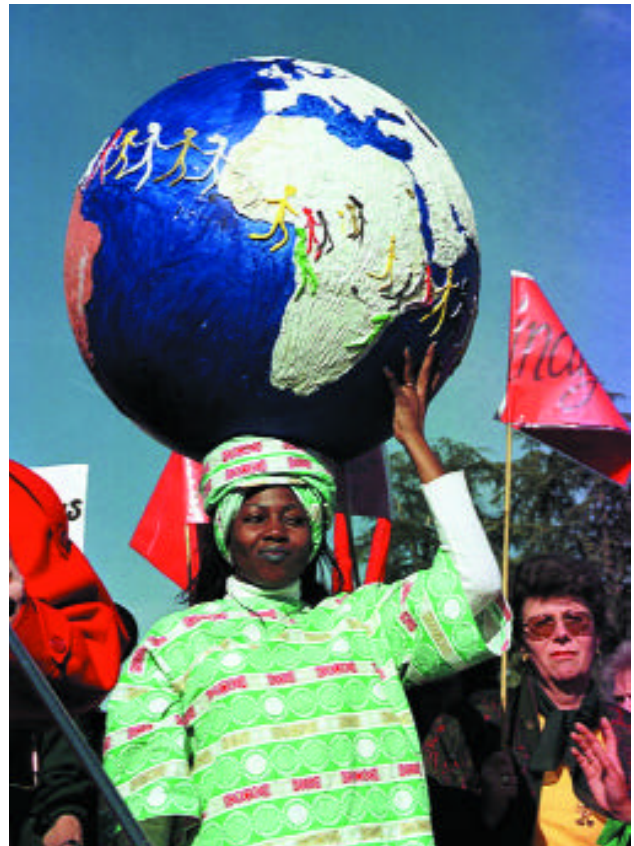
Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le troisième des huit objectifs du Millénaire pour le Développement a comme intitulé "Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes". Il paraît ambitieux au premier regard. Mais il ne s'opérationnalise qu'à travers une cible : "Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard". Il apparaît aussi déconnecté des autres objectifs pour lesquels l'analyse en termes de relations de genre ⁽¹⁾ semble singulièrement absente. Alors, malgré les discours officiels plaçant l'égalité de genre au centre du développement, l'OMD 3 ne serait-il qu'une montagne en trompe-l'œil qui n'accouchera que d'un souriceau malingre ?

Il ne faut pas lire ici ce que nous n'avons pas écrit : bien sûr, l'accès des femmes à l'enseignement (encore faut-il en préciser les contenus, les orientations et les référents) à l'égal des hommes peut être un fait positif dans l'établissement d'une réelle égalité des statuts et des opportunités, indépendamment du sexe. L'enseignement est une voie intéressante - parmi d'autres - pour que l'être humain puisse accéder aux concepts de liberté, d'autonomie, d'égalité, dans le respect de soi et des autres, et puisse tenter de comprendre le sens et l'importance de son être et de son action dans le monde.

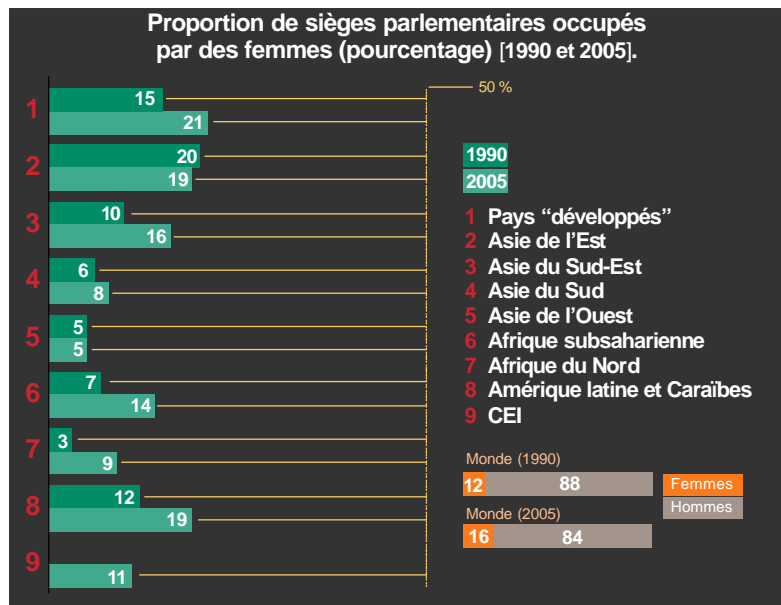
Mais prenons le temps de lire deux textes. Voici le premier : "Les rapports de force qui empêchent les femmes de s'épanouir existent à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Une participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions (...) est nécessaire au renforcement de la démocratie et à son bon fonctionnement. L'égalité de participation aux prises de décisions n'est pas seulement une simple question de justice et de démocratie; on peut y voir aussi une condition nécessaire pour que les intérêts des femmes soient pris en considération. Sans une participation active des femmes et la prise en compte de leurs points de vue à tous les niveaux de la prise de décisions, les objectifs d'égalité, de développement et de paix sont impossibles à réaliser."



Les femmes supportent le monde.(... et les hommes ?).
Cliché pris à Genève à l'occasion d'une manifestation dans le cadre de la Marche mondiale des femmes.

Voilà le second : "(...) les relations sociales des deux sexes, qui subordonnent un sexe à l'autre (...), sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès de l'humanité; (...) elles doivent faire place à une égalité parfaite, sans privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans incapacité pour l'autre. (...) nos sentiments sur l'inégalité des sexes sont (...) les plus vivaces et les plus enracinés de tous ceux qui entourent et protègent les coutumes et les institutions du passé. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils soient les plus fermes de tous, qu'ils aient le mieux résisté à la grande révolution intellectuelle et sociale des temps modernes. (...) La subordination sociale des femmes ressort comme un fait isolé, au milieu des institutions sociales modernes : c'est une lacune unique dans leur principe fondamental; c'est le seul vestige d'un vieux monde intellectuel et moral détruit partout, mais conservé en un seul point, celui qui présente l'intérêt le plus universel."

Depuis le début des années 90, la proportion de femmes siégeant aux parlements nationaux a augmenté dans un grand nombre de pays. Pourtant, les femmes n'occupent encore que 16 % des sièges parlementaires dans le monde, et n'ont grignoté que 4 petits pourcents en quinze ans (voir ci-contre). En 2006, seuls le Rwanda et les pays scandinaves sont proches de la parité. Et il n'y a que onze femmes chef d'Etat ou de gouvernement, alors que ceux-ci se comptent par centaines dans le monde (voir l'infographie ci-dessous).



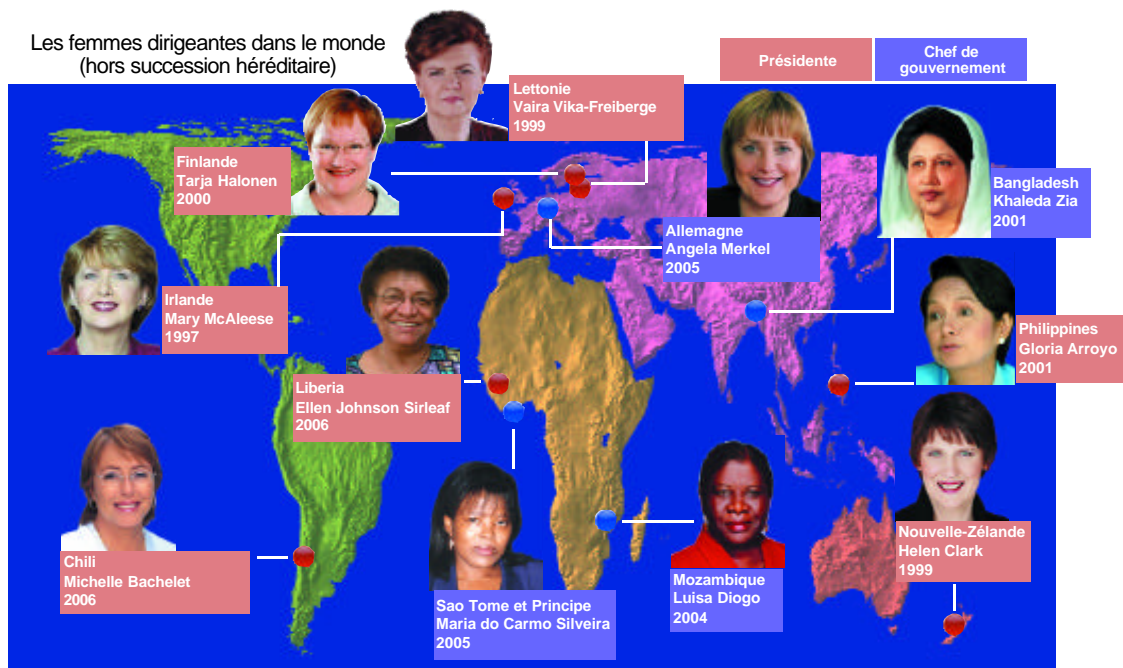
Ces deux textes - le premier mettant l'accent sur les rapports de forces inégaux, le second sur les dispositions culturelles, intellectuelles et morales qui les permettent et les entretiennent - ont sensiblement le même propos, qui placent les inégalités hommes-femmes comme une constante des relations humaines et comme le fait central qui entrave la réalisation d'une certaine conception et pratique de l'humanité. Que l'on parle de démocratie, de participation, de progrès intellectuel, social et moral, le champ de réflexion est commun et homogène, et participe d'une même vision idéologique. Celle que partagent pour l'essentiel, disons les "progressistes". Le premier extrait, de 1995, est tiré du rapport de la Conférence de Beijing ⁽²⁾. Le second a été publié 126 ans plus tôt ⁽³⁾.

qui séparent les époques d'écriture des deux textes, les présupposés idéologiques, les résistances, la force d'inertie des traditions, des coutumes et des croyances, la malhonnêteté ou la confusion intellectuelles, l'évocation du fait de nature, la défense des privilèges et l'entretien des soumissions, restent d'actualité pour préserver - pour l'essentiel - pour une très large fraction de l'humanité et à tous les niveaux l'inégalité entre les hommes et les femmes. Cette inégalité est constitutive de toutes les sociétés passées et actuelles, sous une forme plus ou moins affirmée, selon des concrétisations plus ou moins visibles.

**L'Objectif 3 = l'objectif genre.
Mais où est le genre dans les objectifs ?**

C'est dire que malgré les luttes, les mouvements de revendication, les mesures législatives, les bouleversements politiques, économiques, sociaux et culturels

L'Objectif 3 - qui apparaît comme l'objectif "genre" des OMD - vise donc à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Dont acte. Et fort bien.



Car ces deux points sont évidemment d'une importance extrême. En tant que finalité. Et comme outil pour la gestation, la naissance et le développement d'une société équitable, égalitaire, démocratique, ...

Mais si l'on peut se féliciter de trouver explicitement formulées sous forme d'un des OMD l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, il faut constater qu'il se retrouve comme déconnecté des autres objectifs qui, en aucune manière, ne sont envisagés en fonction des relations de genre. Seuls les objectifs 5 (santé maternelle) et 6 (la problématique du VIH-SIDA) font référence aux femmes dans leurs indicateurs. Mais le biais du genre y est totalement évacué, et on se penche là sur des secteurs d'intervention "traditionnels" représentatifs du "rôle reproductif" des femmes. Sans plus.

Comment l'OMD 3 se décline-t-il ?

► **Une cible** : "Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard".

► Quatre indicateurs :

- ◆ Le rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, respectivement ;
- ◆ Le taux d'alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans par rapport aux hommes ;
- ◆ Le pourcentage de femmes salariées dans le secteur non agricole ;
- ◆ La proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national.

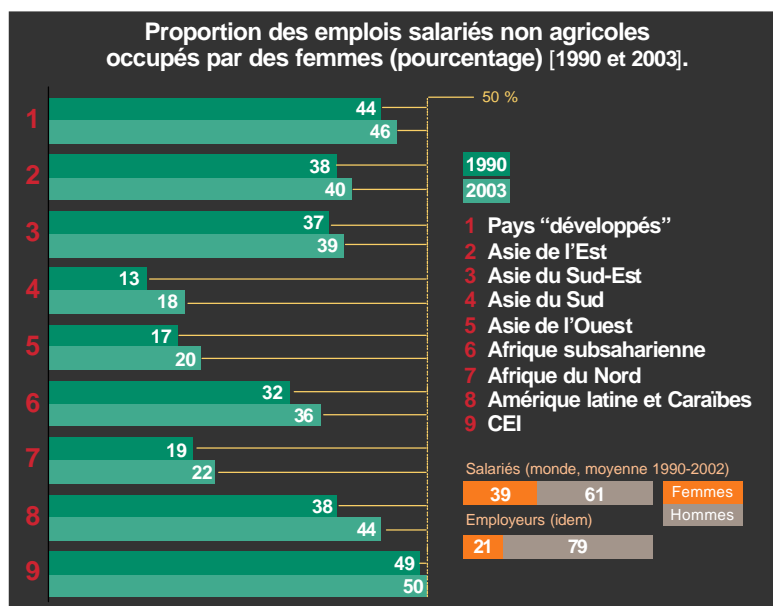
Première remarque, que nous avons esquissée dans l'introduction de cet article : la cible telle que rédigée semble induire que les inégalités dans l'enseignement

Les rapports de force qui empêchent les femmes de s'épanouir existent à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Une participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions établira un équilibre qui correspondra mieux à la composition de la société, ce qui est nécessaire au renforcement de la démocratie et à son bon fonctionnement. L'égalité de participation aux prises de décisions n'est pas seulement une simple question de justice et de démocratie; on peut y voir aussi une condition nécessaire pour que les intérêts des femmes soient pris en considération. Sans une participation active des femmes et la prise en compte de leurs points de vue à tous les niveaux de la prise de décisions, les objectifs d'égalité, de développement et de paix sont impossibles à réaliser.



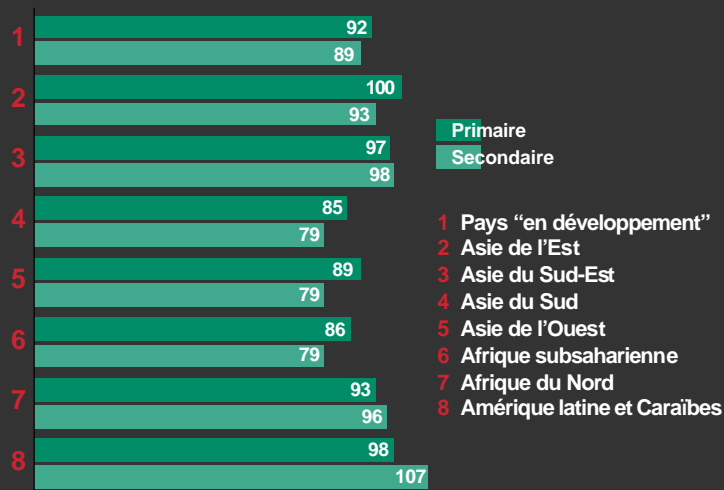
Plate-forme d'action de Pékin, Les femmes et la prise de décisions, Département de la coordination des politiques et du développement durable des Nations unies, 1995.

résumant "les inégalités de genre dans leur intégralité et caractérisent le manque d'autonomie des femmes", ainsi que l'écrit très justement Claudy Vouhé⁽⁴⁾. Alors qu'il est établi que si l'enseignement des filles est une condition importante, elle n'est pas suffisante pour réduire les inégalités de genre dans les secteurs de la société comme l'économie et la politique. D'abord parce que le contenu et la finalité de l'enseignement



Les femmes ont moins de chances que les hommes d'occuper des emplois rémunérés de type classique et elles travaillent plus souvent qu'eux dans le secteur informel, où il n'y a ni prestations sociales ni sécurité financière. Et même si elles travaillent dans le circuit formel, ce sont elles qui occupent pour l'immense majorité les emplois précaires, mal payés et/ou à temps partiel. Au niveau mondial, plus de 60 % des personnes qui travaillent sans rémunération dans une entreprise familiale sont des femmes. Au foyer, elles assument la plupart des tâches. Ce travail est également non rémunéré, souvent peu valorisé, et il ne figure pas dans les statistiques nationales de production. Quant aux dirigeants d'entreprises; sur 100 employeurs, 79 sont des hommes.

Taux d'inscription des filles dans les enseignements primaire et secondaire (n filles/100 garçons) [2001-2002].



Dans les pays où la fréquentation scolaire est élevée, les filles sont bien représentées dans le primaire et le secondaire. En Amérique latine, il y a plus de filles que de garçons dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, phénomène qui s'observe dans la plupart des pays "développés". Mais, dans la majorité des régions "en développement", les disparités entre les sexes tendent à se creuser dans le secondaire et le supérieur. Sur les 65 pays "en développement" pour lesquels des données sont disponibles, environ 50 % ont atteint la parité dans l'enseignement primaire, pour environ 20 % dans le secondaire et 8 % dans le supérieur. Et là où il y a parité filles-garçons ou majorité de filles dans l'enseignement, cela ne se concrétise pas dans les secteurs économique et politique, où la plus grande inégalité perdure. Ni ne préjuge des filières suivies.

sont aussi importants que la possibilité pour les filles d'y accéder à l'égal des garçons, ensuite parce qu'il n'y a pas de corrélation fortement positive entre l'égalité de fréquentation et d'accès des femmes à l'école, et l'égalité de condition et d'opportunités pour elles dans la société globale.

Primo, du fait que partout, dans toutes les régions du monde, des normes culturelles et sociales instituent officiellement ou non l'inégalité des sexes, et déterminent la fonction et position des femmes, sans que soit pris en compte leur niveau d'enseignement.

Secundo, parce que l'école s'avère une arme redoutable de reproduction des inégalités et de perpétuation des privilèges et du pouvoir, plus souvent que l'outil d'émancipation que d'aucuns espèrent voir en elle. D'autant qu'elle est mise massivement, de nos jours, au service d'une vision du monde qui a pour objectif, notamment à travers l'enseignement⁽⁵⁾, de créer un réservoir d'outils humains manipulables par le système pour créer de la croissance, alpha et oméga de la vision économique contemporaine. Elle restera donc au mieux neutre ou indifférente, au pire hostile, idéologiquement à la justice, à l'égalité, à la participation, ..., si celles-ci ne servent pas la fin que lui assignent les impératifs économiques orthodoxes.

Donc, quand bien même la cible serait atteinte, ce qui, on peut d'ores et déjà l'affirmer, ne sera pas le cas, cela ne préjuge en rien de la place et du rôle futurs des femmes dans le monde. Il n'y a qu'à voir l'abîme qui sépare le taux de fréquentation des filles dans l'enseignement (où l'on est pourtant encore loin du compte) et les taux de participation politique et économique des femmes pour mettre à jour le caractère artificiel et incomplet des OMD. Car, pour atteindre réellement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, on ne peut pas se satisfaire de cibles malhabilement déterminées et simplement déclinées en indicateurs quantifiables : il faut en appeler à une véritable révolution des comportements,

des mentalités, des structures sociétales, des symboliques, des imaginaires, des croyances, et à une remise en question très profonde des privilèges et des dominations. Il y a du pain sur la planche.

(1) Le concept "genre" sert à évoquer les caractéristiques des femmes et des hommes déterminées socialement - et les relations qui découlent de ces caractérisations sociales - alors que le mot "sexe" se réfère aux spécificités qui les différencient sur le plan biologique.

(2) Rapport de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, (Beijing, 1995), Chapitre IV Objectifs stratégiques et mesures à prendre, G. Les femmes et la prise de décisions, article 181.

(3) John Stuart Mill, *De l'assujettissement des femmes*, 1869, pp.3, 4 et 16.

(4) Coordinatrice du réseau Genre en Action (<http://www.genreenaction.net/>) et experte-consultante dans le domaine de l'intégration du genre.

(5) Que l'on confond allègrement avec l'éducation ce qui crée des hiatus entre les résultats attendus et les résultats effectifs. Les OMD sont basés sur des indicateurs quantitativement déterminés. L'éducation, océan alimenté par des sources multiples, l'enseignement n'en étant qu'une - certes importante - parmi d'autres, n'est guère quantifiable.



L'Association pour le Développement, partenaire de Solidarité Socialiste en Guinée-Bissau, intervient auprès d'associations communautaires impliquant une forte majorité de femmes et de jeunes, qu'elle considère comme des acteurs essentiels du développement.